





## EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN





Dossier élaboré en juin 2019











#### Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

#### www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICA	TION	APPRO	BATION	N° AFFAIRE : 13146		Page : 2/3
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ	LD				Fage. 2/3
								ι	JRBA
ı									
LD									

## **Composition du dossier**

PA 0	Formulaire de permis d'aménager
PA 1	Plan de situation du terrain
PA 2	Notice décrivant le terrain et l'aménagement prévu
PA 3	Plan de l'état actuel du terrain
PA 4	Plan de composition d'ensemble du projet
PA 5	Coupes et profil de terrain naturel
PA 6	Photographie du site dans son environnement proche
PA 7	Photographie du site dans le paysage lointain
PA 8	Programme et plans des travaux
PA 9	Plan d'hypothèses d'implantation des bâtiments
PA 10	Règlement
PA 12	Engagement du lotisseur
PA 14	Etude d'impact



## Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

MINISTÈRE CHARGE

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
  - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
  - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
  - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
  - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr) ;
  - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt :
  - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : http://www.service-public.fr, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :
  - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
  - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.
- 1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)	Cachet de la mairie :
Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n°	
déposée à la mairie le : كات كات الله المادية	
par:	
fera l'objet d'un permis tacite <sup>2</sup> à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.	
2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.	
	The second secon

Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.



## Demande de Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions



☐ Permis de construire

comprenant ou non des démolitions

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa

Yours portion thinsen or formulaine si	SEE IN	Cadre ré-	ervé à la mair	to du lieu di	u projet			
Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,).     Vous réalisez une nouvelle construction.	PC ou PA	Dpt	Commune	Année	N° de dossier			
<ul> <li>Vous effectuez des travaux sur une construction existante.</li> <li>Votre projet comprend des démolitions.</li> <li>Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.</li> </ul>	La présen le	te demand	e a été reçue à		nairie et signature du receveur			
Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.	Dossier tran	□ a □ a	l'Architecte de u Directeur du u Secrétariat d 'Aménagemen	Parc Nationa le la Commi	al ssion Départementale			
1 - Identité du demandeur Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir Les décisions prises par l'administration seront notifiées au der demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidair	du 26me, doit re mandeur indiqu	mplir la fic é ci-desso	he compléme us. Une copie	ntaire «Auti sera adres	res demandeurs».			
Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsie	eur 🗖							
Nom:	Prénom :							
Date et lieu de naissance								
Date: Commune ;								
Département : LULU Pays :								
Vous êtes une personne morale Dénomination : CC de la Région de MOLSHEIM-MUTZIG	Raison so	ciale : EPC	CI					
N° SIRET: (2), 4), 6), 7, 0, 1, 0, 6, 4, 0, 0, 0, 4	9_ Type de so	ociété (SA,	SCI,)					
Représentant de la personne morale : Madame 🔲 Monsie	eur 🗹							
Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsid Nom : ROTH	eur ☑ Prénom : <sup>(</sup>	Gilbert						
Nom : ROTH	_	Gilbert		700				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur	Prénom : (	Gilbert		191 31				
Nom : ROTH	Prénom : (	Gilbert		1031 321				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6,7,11,2,5,BP: Cedex: Cedex: Code	Prénom : <sup>0</sup> e lité :	Gilbert						
Nom : ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse : Numéro : 2	Prénom : <sup>0</sup> e lité :		l'indicatif pour	le pays étra	nger:			
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6,7,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Cedephone: 0,3,8,8,4,9,8,2,5,8 Si le demandeur habite à l'étranger: Pays:	Prénom : <sup>0</sup> e lité :	indiquez Divi	sion territoriale	11				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6,7,1,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Cedephone: 0,3,8,8,4,9,8,2,5,8	Prénom : <sup>0</sup> e lité :	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale	e : ne autre pe				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6 7 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: Cedephone: 0 3 8 8 4 9 8 2 5 8 Si le demandeur habite à l'étranger: Pays:  Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres	Prénom : <sup>0</sup> e lité :	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
Nom:ROTH   2 - Coordonnées du demandeur   Adresse: Numéro: 2   Voie: Route d'Ecospace   Lieu-dit:   Loca   Code postal: 6.7.1.2.5.BP:	Prénom : C e lité : s que les décision Monsieur	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6 7 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: Cede postal: 6 7 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: Cede postal: 6 7 1 2 5 BP: Malane Cedex:	Prénom : C e lité : s que les décision Monsieur	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
Nom: ROTH  2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospac Lieu-dit: Loca Code postal: 6 7 1 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: Cede postal: 6 7 1 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: Cedephone: 0 3 8 8 4 9 8 2 5 8  Si le demandeur habite à l'étranger: Pays:  Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres préciser son nom et ses coordonnées: Madame Nom:  Ou raison sociale:	Prénom : Gelité :  s que les décision Monsieur Prénom :	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospace Lieu-dit: Local Code postal: 6,7,1,2,5,BP: Cedex: Téléphone: 0,3,8,8,4,9,8,2,5,8  Si le demandeur habite à l'étranger: Pays:  Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres préciser son nom et ses coordonnées: Madame Nom:  OU raison sociale:  Adresse: Numéro: Voie:	Prénom : Gelité :  s que les décision Monsieur Prénom :	indiquez Divi ons) soient	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
Adresse: Numéro: 2  Lieu-dit:  Code postal: 6, 7, 1, 2, 5, BP: Cedex: Cedex: Cede postal: 6, 7, 1, 2, 5, BP: Cedex: Cedex: Cedex: Cede postal: 6, 7, 1, 2, 5, BP: Cedex: C	Prénom : Gelité :  s que les décision Monsieur Prénom :	indiquez Divi <b>ons) soient</b> Perso	sion territoriale : <b>adressés à u</b>	e : ne autre pe				
Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospace Lieu-dit: Local Code postal: 6,7,1,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Code postal: 6,7,1,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Cedepostal: 6,7,1,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Cedex: Cedepostal: 6,7,1,1,2,5,BP: Cedex: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedepostal: Cedex: Cedex: Cedepostal: Cedex: C	Prénom : Gelité :  s que les décision Monsieur Prénom :	indiquez Divi <b>ons) soient</b> Perso	sion territoriale adressés à u onne morale	e : ne autre pe l				
2 - Coordonnées du demandeur  Adresse: Numéro: 2 Voie: Route d'Ecospace Lieu-dit: Local Code postal: 6 7 1 2 5 BP: Cedex: Cedex: 5 BP: Cedex: 5 BP: Cedex: 5 BP: Cedex: Cedex: 5 BP: Cedex: Cedex: 5 BP: Cedex: Cede	Prénom : 0  e lité : s que les décision Monsieur  Prénom :	indiquez Divi <b>ons) soient</b> Perso Divi indiquez	sion territoriale adressés à u onne morale	ne autre pe	nger:			

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de

l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

			<i></i>
3 - Le terrain 3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)	35-10	115	
Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent perr précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.	nettre à l'ac	dministrati	on de localiser
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant apparter	nant à un m	ême propi	iétaire.
Adresse du (ou des) terrain(s)			
Numéro : Voie : Rue Blériot			
Lieu-dit : Localité : DACHSTEIN			
Code postal : 6 7 1 2 0 BP : Cedex :			
Références cadastrales¹: (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuil page 9)  Préfixe: Section: Numéro:  Superficie de la parcelle cadastrale (en m²): 61 750	lez renseigi	ner la fiche	e complémentaire
2.2 Situation inviding a de tomain (en de sécurit de la literatura de la l			- double Double double
3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous pe ou de bénéficier d'impositions plus favorables)			
Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ?	Oui 🗖	Non 🗹	Je ne sais pas 🗖
Le terrain est-il situé dans un lotissement ?	Oui 🗖	Non 🗹	Je ne sais pas 🗖
Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbair	Oui 🗖 Oui 🗖	Non 🗹 Non 🗹	Je ne sais pas Je ne sais pas
Partenarial (P.U.P) ?  Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ?	Oui 🗖 Oui 🗖	Non ☑ Non ☑	Je ne sais pas Je ne sais pas
Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les conn	aissez, les	dates de d	lécision ou d'auto-
risation, les numéros et les dénominations :			
	-		
4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagemen Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de c	t construction)	100	CALL STATE
4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les	cases cori	respondar	ites)
Quel que soit le secteur de la commune		•	ŕ
Lotissement Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre			
Terrain de camping Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances			
Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés			
Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports  Aménagement d'un golf			
Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de résidences mobiles de loisirs	le caravane	es ou	
Contenance (nombre d'unités) :			
Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :			
<ul> <li>Superficie (en m²) :</li> <li>Profondeur (pour les affouillements) :</li> </ul>			
Hauteur (pour les exhaussements) :			
Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une s	urface de ¡	plancher t	otale supérieure à
40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs  Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage receva	nt plus de d	deux résid	ences mobiles
Dans les secteurs protégés			
Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un do protégé <sup>1</sup> :	cument d'ur	banisme d	comme devant être
Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lor	squ'ils son	t nécessai	res à la gestion ou
à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux  Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine	e ou lacustre	es, conchyl	icoles, pastorales et
forestières Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abor	ds des mor	numents hi	storiques¹ ·
Création d'une voie			
Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante Création d'un espace public			
Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle¹:  Création d'un espace public			

Courte description de votre projet ou de vos travaux :  Le présent permis d'aménager a vocation à permettre l'extension de la zone d'activités Activéum vers de développement économique intercommunal, afin de permettre l'extension d'entrerpises déjà exista également l'implantation de nouveaux établissements.  Une extension est prévue sur une superficie d'environ 6,5 ha (prolongement de la rue Blériot) pour l'ir projet industriel (zone projet industriel).  Dans le même temps, une extension est prévue sur le ban communal d'Altorf. Elle consiste à prolong Guynemer grâce à un aménagement similaire à celui qui existe afin de créer des lots cessibles pour l'nouvelles activités économiques. La superficie de cette extension est d'environ 3 ha (zone 1).  Les prolongements des 2 rues se termineront par une placette de retournement permettant à tous les faire demi-tour aisément et en toute sécurité.  Les dispositions du lotissement prennent en compte le risque inondation.	antes mais mplantation er la rue 'implantatio	d'un on de
Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) : 61 750		
Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :		
4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement	7	
Nombre maximum de lots projetés : 6		
Surface de plancher maximale envisagée (en m²) : 61 750  Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?  Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot  Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande  La constructibilité sera déterminée à la vente de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certifica	at aux constru	ucteurs.
Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ?	ui 🗹	Non 🗖
Si oui, quelle garantie sera utilisée ?		
Consignation en compte bloqué 🔲 ou Garantie financière d'achèvement des travaux 🗹		
Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ?	oui 🗹	Non 🗖
4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergeme	ent touristic	que
4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergeme Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :	ent touristic	que
	ent touristic	que
Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :	ent touristic	que
Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :  Nombre maximal de personnes accueillies :  Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)  Nombre d'emplacements réservés aux HLL :	ent touristic	que
Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : Nombre maximal de personnes accueillies : Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)	ent touristic	que
Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :  Nombre maximal de personnes accueillies :  Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)  Nombre d'emplacements réservés aux HLL :		que
Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :  Nombre maximal de personnes accueillies :  Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)  Nombre d'emplacements réservés aux HLL :  Surface de plancher prévue, réservée aux HLL :  Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation	on :	que

5 - À remplir pour une demande comprenant un pr	ojet de construction
5.1 - Architecte	
Vous avez eu recours à un architecte ₄ Oui ☐ Non ☐	
Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et	lui faire apposer son cachet
Nom de l'architecte :	Prénom:
Numéro : Voie :	
Lieu-dit : Localité :	
Code postal : BP : Cedex :	
N° d'inscription sur le tableau de l'ordre :	
Conseil Régional de :	
Téléphone:ou Télécopie	:ou
Adresse électronique :	@
En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris conr premier du titre premier du livre premier du code de la construction et d règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce cod	e l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les
Signature de l'architecte : Ca	chet de l'architecte :
Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en arc	
The second secon	
5.2 - Nature du projet envisagé  Nouvelle construction	
Travaux sur construction existante	
Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant	l'achèvement de la (ou des) construction(s)
Courte description de votre projet ou de vos travaux :	(4)
Courte description de voire projet ou de vos travadax;	
Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 1 électrique nécessaire à votre projet :	2 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance

<sup>2</sup> Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;

- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble aprés travaux au-delà de 150m² de surface de

<sup>-</sup> One extension de Schange | Plancher |
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m²;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

5.3 - Informations complémentaires  Nombre total de logements créés :							
Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :  Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro), Prêt à taux zéro, Prêt à taux zéro	5.3 - Informations co	mplémentaires					
Logement Localif Social  Accession Sociale (hors prêt à taux zéro	<ul> <li>Nombre total de lo</li> </ul>	ogements créés: ∟	_  _	don	t individuels: ∟	படபட dont col	lectifs : டபடபட
Autres financements :	<ul> <li>Répartition du nor</li> </ul>	nbre total de logem	ent créés par ty	pe de financemen	it:		
- Mode d'utilisation principale des logements :  Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale)	Logement Locatif Soci	al LLLLL Acce	ession Sociale (I	nors prêt à taux zé	éro) பபப	Prêt à taux zéro ∟	
Cocupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale)	Autres financemen	ts:					
S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale   Résidence secondaire   Sil e projet porte sur une annexe à l'habitation ; Sil e projet porte sur une annexe à l'habitation : Sil e projet sur foyer ou une résidence, à quel titre : Residence pour personnes âgées   Résidence pour étudiants   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes âgées   Résidence pour étudiants   Résidence de tourisme   Résidence hôtelière à vocation sociale   Résidence sociale   Résidence pour personnes handicapées   Autres, précisez : Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : Préce   Préces	<ul> <li>Mode d'utilisation</li> </ul>	principale des loge	ments:				_
Si le projet porte sur une annexe à l'habitation :					_		
Autres annexes à l'habitation :   Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :   Résidence pour personnes agées		-					
Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre : Résidence pour personnes âgées   Résidence pour étudiants   Résidence de tourisme   Résidence hôtelière à vocation sociale   Résidence sociale   Résidence pour personnes handicapées   Résidence hôtelière à vocation sociale   Résidence sociale   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de landicapée   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes   Résidence per personnes   Résidence p			ation, veuillez pr	éciser : Piscine 🛭	☐ Garage ☐	Véranda ☐ Ab	ri de jardin 🛘
Résidence pour personnes âgées   Résidence pour étudiants   Résidence de tourisme   Résidence hôtelière à vocation sociale   Résidence sociale   Résidence pour personnes handicapées   Résidence hôtelière à vocation sociale   Résidence sociale   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence de tourisme   Résidence de tourisme   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme   Résidence de tourisme handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence de tourisme handicapées   Résidence de tourisme handicapées   Résidence pour personnes handicapées   Résidence nombre de sidences   Résidence suspiéement   Résidence et plus   Résidence suspiéement   Résidence et plus   Résidence et plus   Résidence suspiée   Résidence et plus   Résidence de tourisment   Résidence et plus   Résidence et plus   Résidence et plus   Résidence et plus   Résidence de tourisment   Résidence et plus   Résidence et plus			à quel titre :				
Résidence hôtelière à vocation sociale  Résidence sociale  Résidence pour personnes handicapées		_		ır étudiants 🗖	Résidence de to	urisme 🗖	
Autres, précisez :  Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :  Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :  1 pièce		<u> </u>					es handicapées 🔲
Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :  Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :  1 pièce		roodiion oodidic L			. 100/0	ones pour personn	
Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :  1 pièce	· ·	ores créées en fove	r ou dans un hé	hergement d'un a	utre type :		
1 pièce		•		_			
Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐		_		•		u u 16 nièces	setnlusi ii ii
Indiquez si vos travaux comprennent notamment :  Extension			•	·	o picoca t	o picoes	p.60-
Extension Surfale Surfale Surface constructions of the Surface suppliment and Surface suppliment Surface Su		•					
Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif : Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐ Culture et loisir ☐ Santé ☐ Sant		·	notamment :	O=£=x!= ' '		ntoires 🗖	
Collectif: Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐ Culture et loisir ☐  5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :  5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).  Surfaces de plancher en m²  Destinations ☐ Surface existante avant travaux (A) ☐ Surface créée changement de destinations (B) ☐ Surface supprimée par changement de destination (E) ☐ (C) ☐ (E)	Extension L	Surélévation L		Creation de ni	veaux suppleme	ntaires 🗀	
Santé ☐ Culture et loisir ☐  5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :  5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).  Surface de plancher en m²  Destinations Surface existante avant travaux (B) Surface créée par changement de destination (C) (C) Surface supprimée (B) (D) Surface supprimée (A) * (B) * (C) * (C) * (D) * (E) * (E	<ul> <li>Information sur la</li> </ul>	destination des co	nstructions futur	es en cas de réali	sation au bénéfic	ce d'un service pub	olic ou d'intérêt
Santé ☐ Culture et loisir ☐  5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :  5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).  Surface de plancher en m²  Destinations Surface existante avant travaux (B) Surface créée par changement de destination (C) (C) Surface supprimée (B) (D) Surface supprimée (A) * (B) * (C) * (C) * (D) * (E) * (E	collectif ·	Transport []	- -nseignement e	t recherche	Action	sociale 🛘	
5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :  5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).  Surface de plancher en m²    Destinations   Surface existante avant travaux (B)   Surface créée par changement de destination (C)   (C)   (D)   Surface supprimée destination (E)   (E)   (E)		•	_nseignement e				
5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).    Surface   Surface   Surface plancher² en m²	Ou	ivrage speciai 🗀		Sante L	Culture	et loisir 🗀	
Surface existante avant travaux (A) Surface créée par changement de destinations (C) (D) Surface supprimée par changement de destinations (E) (C) (D) (E) (E) (E) (E) (E) (E) (E) (E) (E) (E	5.5 - Destination des	s constructions et	tableau des su	rfaces (uniquem	ent à remplir si		
Surface existante avant travaux (A)   Surface créée de avant travaux (A)   Surface créée destinations (B)   Surface créée par changement de destinations (C)   Surface supprimée par changement de destinations (C)   C)   Surface supprimée par changement de destinations (E)   C)   C)   C)   C)   C)   C)   C)	R.123-9 du code de l	'urbanisme dans s			-		
Destinations  avant travaux (A)  créée⁴ (B)  changement de destination⁵ (C)  par changement de destination⁵ (E)  par changement de destina						Lo. (	0
Hébergement hôtelier  Bureaux  Commerce  Artisanat <sup>7</sup> Industrie  Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Destinations	avant travaux	créée⁴	changement de destination⁵	supprimée⁵	par changement de destination⁵	(A) + (B) + (C)
Bureaux  Commerce  Artisanat <sup>7</sup> Industrie  Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Habitation						
Commerce  Artisanat <sup>7</sup> Industrie  Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Hébergement hôtelier						
Artisanat <sup>7</sup> Industrie  Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Bureaux						
Industrie  Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Commerce						
Exploitation agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Artisanat <sup>7</sup>						
agricole ou forestière  Entrepôt  Service public ou d'intérêt collectif	Industrie						
Service public ou d'intérêt collectif	11 1						
ou d'intérêt collectif	Entrepôt						
Surfaces totales (m²)							
	Surfaces totales (m²)						

<sup>3</sup> Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la

transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.
6 Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce

en local technique dans un immeuble commercial).
7 L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).

Surface de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

			Surface de plano	:her <sup>3</sup> en m²			
Destinations <sup>4</sup>	Sous-destinations <sup>5</sup>	Surface exis- tante avant travaux (A)	Surface créée <sup>6</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-des- tination <sup>8</sup> (C)	Surface suppri- mée <sup>9</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>7</sup> ou de sous-destina- tion <sup>8</sup> (E)	Surface totale= (A)+(B)+(C)- (D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole  Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
riabitation	Hébergement						
Commerce et activités de	Artisanat et commerce de détail						
service	Restauration						
	Commerce de gros						-
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Equipement d'intérêt collectif et ser- vices publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des admi- nistrations publiques et assimilés						
	Établissements d'ensei- gnement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spec- tacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des	Industrie						
secteurs	Entrepôt						
secondaire ou tertiaire	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totale	s (en m²)						

<sup>3 -</sup> Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

des façades, après déduction, sous certaines cantieres ainte pour le calcul des sontaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme). 4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

<sup>5 -</sup> Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R<sub>s</sub> 151-28 du code de l'urbanisme

<sup>6 -</sup> Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du

garage d'une habitation en chambre)
7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

<sup>8 -</sup> Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

<sup>9 -</sup> Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.8 - Stationnement
Nombre de places de stationnement
Avant réalisation du projet : LULLL Après réalisation du projet : LULLL
Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet
Adresse(s) des aires de stationnement :
Nombre de places :
Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²
Pour les commerces et cinémas :
Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement :
6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre proje de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.
Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :
Démolition totale
Démolition partielle
En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Nombre de logement démolis : பட்பட்ப
7 - Participation pour voirie et réseaux
Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du proprié-
taire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur
Madame Monsieur Personne morale
Nom: Prénom:
OU raison sociale :
Adresse : Numéro : Voie :
Lieu-dit : Localité :
Code postal:BP:Cedex:
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

#### 8- Informations pour l'application d'une législation connexe Indiquez si votre projet : porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA) porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement ☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants : (informations complémentaires) se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

#### 9 - Engagement du (ou des) demandeurs

se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.8

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.



à Molsheim

Le: 25/04/19

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national :
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

#### Pour un permis d'aménager un lotissement :

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je | Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) des personnes solicitées

silfn@dre du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) des personnes solicitées: m.associés

ARCHITECTES 9 rue Jean Marie Lehn 67120 MOLSHEIM

Tél. 03 88 38/24 68 contact@m-associes-architectes. www.m-associes-architectes.fr

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :  $\square$ 

8 Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

#### Références cadastrales : fiche complémentaire

notes change and a note compression
Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.
Préfixe : [0][0][0] Section : [2][3] Numéro : [0][1][9][6] Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 18,200.(surfaçe totale parcelle : 35,100 m²).
Préfixe: <u>0,0,0,0</u> Section: <u>2,3</u> Numéro: <u>0,1,9,7</u> Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²): 22.200.(surface totale parcelle: 22 600 m²).
Préfixe : [0][0][0] Section : [2][3] Numéro : [0][2][2][1] Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 21.350.(surfaçe totale parçelle : 61.700 m²).
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : ட்ப்ட்ட் Section : ட்டட் Numéro : ட்பட்ட்ட் Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : كُنْ الله Section : كالله Numéro : كالله Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : ㅡㅡㅡ Section : ㅡㅡ Numéro :ㅡㅡㅡ Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) ;
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : ㅡㅡㅡ Section : ლლ Numéro : ლლლ Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Préfixe : Section : Numéro : Surperficie de la parcelle cadastrale (en m²) :
Surperficie totale du terrain (en m²) :



### Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis d'aménager

#### Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme.

#### Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)<sup>1</sup>.

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PA1, PA4, PA17 et PA19, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 et A. 441-9 du code de l'urbanisme].

#### 1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

	Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
V	PA1. <b>Un plan de situation</b> du terrain [Art. R. 441-2 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémen- taires
V	PA2. <b>Une notice</b> décrivant le terrain et le projet d'aménagement prévu [Art. R. 441-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA3. <b>Un plan</b> de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords [Art. R. 441-4 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
9	PA4. <b>Un plan</b> de composition d'ensemble du projet coté dans les trois dimensions [Art. R. 441-4 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémen- taires
	PA4-1. Le bilan de la concertation [Art. L 300-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

#### 2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

	Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si vo	tre projet porte sur un lotissement :	
V	PA5. <b>Deux vues et coupes</b> faisant apparaître la situation du projet dans le profil du terrain naturel [Art. R. 442-5 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
g	PA6. <b>Une photographie</b> permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R, 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA7. <b>Une photographie</b> permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 442-5 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
N	PA8. <b>Le programme et les plans des travaux</b> d'aménagement [Art. R. 442-5 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
N	PA9. <b>Un document graphique</b> faisant apparaître une ou plusieurs hypothèses d'implantation des bâtiments [Art. R. 442-5 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
S	PA10. Un projet de règlement s'il est envisagé d'apporter des compléments aux règles d'urbanisme en vigueur [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]  Le pourcentage consacré aux logements sociaux en cas de réalisation d'un programme de logement, si vous êtes dans un secteur délimité par un plan local d'urbanisme ou un document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels une partie doit être affectée à des logements sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme].	1 exemplaire par dossier
	PA11. Si nécessaire, l'attestation de la garantie d'achèvement des travaux exigée par l'article R. 442-14 du code de l'urbanisme [Art. R. 442-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<sup>1</sup> Se renseigner auprès de la mairie

V	PA12. <b>L'engagement du lotisseur</b> de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots [Art. R. 442-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet se situe dans un secteur d'information sur les sols:	
	PA 12-1. Une <b>attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant la réalisation d'une étude de sols et sa prise en compte dans la conception du projet de lotissement. [Art. R. 442-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	re projet porte sur la subdivision d'un lot provenant d'un lotissement soumis à permis d' mbre maximum de lots autorisés :	'aménager, dans la limite
	PA12-2. L'attestation de l'accord du lotisseur[Art. R. 442-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet porte sur l'aménagement d'un terrain de camping ou d'un terrain aménagé pour l	'hébergement touristique
	PA13. <b>Un engagement</b> d'exploiter le terrain selon le mode de gestion que vous avez indiqué dans votre demande [Art. R. 443-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact ou une notice d'impact	:
	PA14. <b>L'étude d'impact</b> ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA14-1. <b>L'étude d'impact</b> actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 441-5 2° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :	
	PA15-1. <b>Le dossier d'évaluation des incidences</b> prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'ass	sainissement non collec-
	PA15-2. <b>L'attestation de conformité</b> du projet d'installation [Art. R. 441-6 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	tre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences tat permanent de leurs utilisateurs :	démontables constituant
	PA 15-3. <b>L'attestation</b> assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-6-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet nécessite une autorisation de défrichement :	
d e	PA16. Copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de léfrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 41-7 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	tre projet se situe dans un coeur de parc national :	
	PA16-1. Le <b>dossier</b> prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
réhab	tre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt défi pilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L.512-6-1, L de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
	PA 16-2. Une <b>attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été mise en œuvre. [Art. R.441-8-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vo	tre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
	PA 17. <b>L'extrait de la convention</b> précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	Description of the second seco	
2) Dia	ces à joindre si votre projet comporte des constructions :	State of the state
J) FIE	ces a joinale si votte projet comporte des constituctions.	

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
PA18. <b>Un plan de masse</b> des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du cod de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
PA19. <b>Un plan des façades et des toitures</b> [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

6		
	PA20. <b>Un plan en coupe</b> du terrain et de la construction [Art. R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
	re projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restaurat d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	ion immobilière ou à l'inté-
	PA21. <b>Un document graphique</b> faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
	PA22. <b>L'accord du gestionnaire</b> du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
	PA23. <b>L'étude d'impact</b> ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA23-1. <b>L'étude d'impact</b> actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :	·
	PA23-2. <b>Le dossier d'évaluation des incidences</b> prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'as	sainissement non collectif
	PA23-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :	
	PA24. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisa	tion d'une étude :
	PA25. <b>L'attestation</b> de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet nécessite un agrément :	
	PA26. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu a	à préserver :
	PA27. <b>Une notice</b> précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet nécessite une étude de sécurité publique	
	PA28. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	re projet est tenu de respecter la réglementation thermique :	
	PA28-1. <b>Le formulaire attestant</b> la prise en compte de la réglementation thermique prévu par l'art. R. 111-20-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet fait l'objet d'une concertation :	
	PA28-2. <b>Le bilan</b> de la concertation et <b>le document conclusif</b> [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
réhab	re projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrê ilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé.	
-	PA28-3. Une <b>attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
d'un le	e projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée otissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation étude des sols.	n'est pas dans le périmètre garantissant la réalisation
	PA28-4. Une <b>attestation</b> établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
		<del></del>

logen dans cas d	re projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisat nents par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151.41 4°] du co un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant e réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affecté nents locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	ode de l'urbanisme] ou lieu dans lesquels, en
	PA29. <b>Un tableau</b> indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
tenan	re projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'ur t lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de loge 151-14 du code de l'urbanisme]	
	PA29-1. Un <b>tableau</b> indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	us demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) ration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction (	
	PA30. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA31. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA32. <b>L'estimation sommaire</b> du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbansisme]	1 exemplaire par dossier
	PA33. Dans les communes de la métropole, <b>l'engagement du demandeur</b> de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	us demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS s de PLU, en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnem	
	PA34. <b>Un document</b> prévu par l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA35. <b>Un document</b> par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vo	tre projet nécessite un défrichement :	
	PA36. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	
Si vot	re projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
	PA37. <b>Une justification du dépôt de la demande</b> d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet nécessite un permis de démolir :	1
	PA38. <b>Une justification du dépôt</b> de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la demande de PC vaut demande de permis de démolir : PA39. <b>Les pièces à joindre</b> à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet se situe dans un lotissement :	,
	PA40. <b>Le certificat</b> indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al du code de l'urbanisme]	
	PA41. <b>Le certificat</b> attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22 -1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA41-1. <b>L'attestation de l'accord</b> du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22 -1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vo	tre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
	PA42. <b>Une copie des dispositions du cahier des charges</b> de cession de terrain qui indiquent le nombre de m² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA43. <b>La convention</b> entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le t	terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du pro	ojet:
	PA44. <b>Le plan de division</b> du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
	PA45. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le t	errain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document	d'urbanisme :
0	PA46. Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU PA47. La promesse synallagmatique de concession ou acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si voi	tre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise ent ommune de moins de 20 000 habitants :	re 300 et 1 000 m² dans
une c	PA48. <b>Une notice</b> précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R.	1 exemplaire par dossier
ᄖ	431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire pai dossiel
Si vot	tre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématograph	ique :
	PA49. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
	PA50. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires.
Si vot	re projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
	PA51. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 111-19-17 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
	PA52. <b>Le dossier spécifique</b> permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 111-19-17 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
	us demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logen	
	PA52-1. <b>Une note</b> précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
	PA53. <b>Une copie du contrat</b> ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
	PA54. <b>Une copie du contrat</b> ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vot	re projet est soumis à la redevance bureaux :	<del>;</del>
	PA58. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
		,



## ANNEXE Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
A1. <b>Un plan de masse</b> des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
A2. <b>Une photographie</b> du  ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossid

	Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si vo	tre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments hist	oriques :
	A3. <b>Une notice</b> expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
	A4. <b>Des photographies</b> des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
Si vo	tre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments h	istoriques :
	A5. <b>Une notice</b> expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
	A6. <b>Des photographies</b> des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
	A7. <b>Le descriptif</b> des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie
	tre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou ıments historiques :	dans les abords des
	A8. <b>Le descriptif</b> des moyens mis en oeuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossie



#### Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

#### Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier							
1 - Renseignements concern	ant les constructions ou les a	ıménagemer	nts	P. C. THE			
Surface taxable (1) totale <u>créée</u> de la ou d Surface taxable créée des locaux clos et c	ètre <b>obligatoirement renseignées,</b> qu es construction(s), hormis les surfaces de sta ouverts (2 bis) à usage de stationnement :	ationnement close	s et couvertes (2bis) :	m²			
1.2 - Destination des constructior 1.2.1 - Création de locaux destiné	s et tableau des surfaces taxables s à l'habitation	(1)					
Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le station- nement clos et couvert (2 bis)			
	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)						
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)						
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)						
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)						
Locaux à usage d'habitation secondaire	e et leurs annexes (2)						
	Ne bénéficiant pas de prêt aidé		1				
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS						
ot loans anniones (2)	Bénéficiant d'autres prêts aidés						
Nombre total de logements créés	·	2					
couvert.  Pour la réalisation de ces travaux, b Oui Non Si oui, lequel ?	stante conservée?m². Q	?					
		Nombre cré	Surfaces créées (1) hormis les su faces de station nement closes e couvertes (2 bis	r- créées pour le - stationnement t clos et couvert			
Nombre de commerces de détail do 400 m² (9)	nt la surface de vente est inférieure à						
Total des surfaces créées, y compr							
Locaux industriels et leurs annexes							
Locaux artisanaux et leurs annexe							
Entrepôts et hangars faisant l'objet d' (10)	une exploitation commerciale et non ou	erts au public					

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)  Dans les centres équestres :						
Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)						
	Surfaces créées					
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)						
1.3 – Autres éléments <u>créés</u> soumis à la taxe d'aménagement  Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13):  Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine:	m²,					
Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :						
Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs						
Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m						
Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol :	m².					
1.4 – Redevance d'archéologie préventive :  Veuillez préciser la profondeur du(des) terrassement(s) nécessaire(s) à la réalisation de votr au titre des locaux :	//////////////////////////////////////					
au titre de la piscine :	AND A DESCRIPTION OF STATE OF					
au titre des emplacements de stationnement :						
	au titre des emplacements pour les habitations légères de loisirs :					
	1.5 – Cas particuliers					
<u> </u>	Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels,					
	ues ou inscrit à l'inventaire					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historique	ues ou inscrit à l'inventaire					
	ues ou inscrit à l'inventaire					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historique	ues ou inscrit à l'inventaire					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiqu	ues ou inscrit à l'inventaire					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques monuments historiques ?  Oui  Non	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui Non sité, indiquez ici :					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques monuments historiques ?  Oui Non  Porsement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  sité, indiquez ici :  m².  m².  m²					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques monuments historiques?  Oui Non  Non  2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  sité, indiquez ici :  m².  m².  m²					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques monuments historiques ?  Oui Non  Porsement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ?  Oui Non  Non  2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en main des la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de dens les superficie de l'unité foncière :  La valeur du m² de terrain nu et libre :	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ?  Oui Non  Non  2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en main des la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de dens les superficie de l'unité foncière :  La valeur du m² de terrain nu et libre :	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques?  Oui Non  Non  Persement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l'Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa	a commune où vous construisez. I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historique des monuments historiques?  Oui Non  2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa  3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :	a commune où vous construisez.  I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ?  Oui Non D  2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minima Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de votre unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa  3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :  Pièces  Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vo	a commune où vous construisez.  I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ?  Oui Non  Persement pour sous-densité (VSD) (14)  Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de l'Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de dens La superficie de l'unité foncière :  La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) :  La valeur du m² de terrain nu et libre :  Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa  3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :  Pièces  Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vo	a commune où vous construisez.  I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					
La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ?  Oui Non Don Don Don Don Don Don Don Don Don D	a commune où vous construisez.  I de densité (15) ? Oui  Non  Non  Non  Non  Non  Non  Non  No					

#### 4 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir		
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exc l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	onération prévue à		
F3. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossie		
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficie l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	er de l'exonération prévue		
F4. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossie		
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un s bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	sinistre et que vous pense		
F5. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossie		
F6. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossie		
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'al patrimoine (19) :	ticle L. 524-6 du code d		
F7. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1er août 2003	1 exemplaire par dossie		

#### 5 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date de 25 104 US

Nom et Signature du déclarant

M. Gilbert ROTH, Brésident





## Notice d'information pour la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions



#### 1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Quelle que soit la construction, la ligne doit être remplie. S'il n'y a pas de surface créée, indiquez 0 ou néant. Par surface créée, on entend toute nouvelle surface construite.

#### 1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables

Remplissez ce cadre seulement si les surfaces créées ou existantes correspondent aux définitions.

(1) Surface taxable de la construction : cette surface est utilisée pour calculer la taxe d'aménagement. Elle correspond au calcul défini à l'article R. 331-7 du code de l'urbanisme. Vous pouvez consulter la fiche de calcul annexée.

Article R. 331-7 – La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

a) Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur

b) Des vides et des trémies afférents aux escaliers et ascenseurs ;

c) Des surfaces de plancher sous une hauteur de plafond inférieure ou égale à 1,80m.

Chaque renvoi (1) indique que la surface est calculée en fonction de cette définition.

Les surfaces démolies ne sont pas déduites de la surface taxable totale créée.

N.B.: La superficie du bassin d'une piscine ne constitue pas une superficie de plancher. Cette superficie doit être déduite de la surface de la construction et devra être déclarée sur la ligne intitulée : «Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine».

#### 1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes, locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes Sont considérées comme des locaux à usage d'habitation, les résidences démontables définies à l'article R. 111-51 du code de l'urbanisme (yourtes, ...).

(2) Sont considérées comme annexes : les celliers en rez-de-chaussée, les appentis, les remises, les bûchers, les ateliers familiaux, les abris de jardin, le local de la piscine, les espaces intérieurs réservés au stationnement des véhicules (2 bis).

(2 bis) Les emplacements de stationnement clos et couverts comprennent les espaces intérieurs réservés au stationnement des véhicules, c'est-à-dire l'emplacement du stationnement, la voie de circulation pour y accéder et les voies de manœuvre. (Exemples : garages indépendants ou non, parkings en sous-sol)

(3) Vous édifiez des locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes et ne bénéficiez pas d'un financement aidé de l'Etat, mentionnez le nombre de logements réalisés et la surface créée.

(4) Vous édifiez des logements très sociaux à usage d'habitation principale et leurs annexes à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) ou vous réalisez des LLTS (logements locatifs très sociaux) dans les DOM, mentionnez le nombre de logements réalisés et la surface créée.

(5) Vous édifiez des locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes à l'aide d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+), mentionnez le nombre de logements réalisés et la surface créée.

(6) Vous édifiez des logements locatifs sociaux à usage d'habitation principale et leurs annexes aidés par l'État, notamment à l'aide d'un prêt locatif à usage social (PLUS), d'un prêt locatif social (PLS), ou des logements en location-accession à usage d'habitation principale et leurs annexes à l'aide d'un d'un prêt social location-accession (PSLA), mentionnez le nombre de logements réalisés et la surface créée. Si vous réalisez dans les DOM des logements locatifs sociaux (LLS) ou des logements évolutifs sociaux (LES), mentionnez le nombre de logements réalisés et la surface créée.

Sont assimilés à ces logements :

- les logements de « l'association foncière logements » en quartier ANRU,
- les logements financés avec une aide de l'ANRU,
- les logements en accession à la propriété des personnes physiques situés dans les quartiers ANRU ou à moins de 300 mètres.

Locaux à usage d'hébergement

(7) Il s'agit essentiellement des hébergements aidés suivants : centres d'hébergement et de réinsertion sociale et hébergements d'urgence.

Mentionnez les surfaces qui bénéficient de l'aide accordée pour la construction.

#### 1.2.2 - Extension de locaux existants destinés à l'habitation

(8) Si vous réalisez une extension de votre habitation principale, un bâtiment annexe à cette habitation ou un garage clos et couvert, indiquez les surfaces créées par le projet dans le tableau 1.2.1 et précisez s'il y a lieu, le prêt dont vous bénéficiez pour réaliser cette opération.

Indiquez la surface actuelle de votre habitation à la ligne « Quelle est la surface existante conservée ?

N'est pas considérée comme une extension, la transformation d'un garage ou d'un comble en pièce habitable.

Si l'extension concerne des logements destinés à l'habitat principal dans un bâtiment collectif, précisez le nombre total de logements de ce collectif.

#### 1.23 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

(9) Précisez le nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m². Indiquez ensuite la somme totale des surfaces, y compris celles annexées aux surfaces de vente (réserves,...).

(10) Sont considérés comme « entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public », les locaux servant au stockage de biens ou de marchandises ou constituant des réserves pour les surfaces commerciales.

(11) Exploitations agricoles : indiquez les surfaces correspondant aux locaux décrits. Ne sont pas inclus dans ces surfaces

celles des locaux d'habitation, ni les surfaces commerciales ouvertes au public.

Centres équestres : indiquez les surfaces correspondant aux locaux destinés à abriter les animaux, le matériel, la nourriture et destinés à l'activité d'entraînement. Ne sont pas incluses dans ces surfaces, celles des locaux tels que l'accueil, le club House,...

(12) Préciser les surfaces des parcs de stationnement en souterrain, en surface et couverts ou en silo qui font l'objet d'une exploitation commerciale. Ne sont pas concernés par cette rubrique, les parcs de stationnements liés à une construction.

#### 1.3 - Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

(13) Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes : il s'agit des places de stationnement à l'air libre ou sous un auvent, un car-port ou un préau par exemple.

#### 2. Versement pour sous densité (VSD)

- (14) Le versement pour sous densité est une taxe qui est due si votre projet n'atteint pas la densité « fiscale » définie par la commune dans le secteur où est situé votre projet.
- (15) Détermination du respect du seuil minimal de densité fixé par la commune : Seuil minimal de densité X Superficie de l'unité foncière.
- (16) La superficie de l'unité foncière constructible est la superficie de votre unité foncière apte à la construction. Exemple :
  - superficie de l'unité foncière située en zone constructible :
  - superficie du terrain constructible après soustraction des superficies inconstructibles pour des raisons physiques ;
  - superficie du terrain constructible après soustraction des superficies affectées par des servitudes ou prescriptions rendant inconstructibles une partie de l'unité foncière.
- (17) Cette surface de plancher résulte du calcul suivant :
  - Surface existante avant travaux Surface démolie.
  - Ces deux surfaces sont issues du cadre « Destination des constructions et tableau des surfaces » que vous avez rempli dans le formulaire de demande de permis ou de déclaration préalable.
- (18) La procédure de rescrit fiscal permet au contribuable, avant le dépôt d'une demande d'autorisation, de demander à l'administration de prendre formellement position sur sa situation de fait au regard d'un texte fiscal. Les cas de rescrit fiscal sont énumérés à l'article L. 331-40 du code de l'urbanisme..

#### 3. Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

- (19) L'article L. 524-6 du code du patrimoine, relatif à la redevance d'archéologie préventive, précise notamment que :
- la somme payée lors d'un diagnostic préalable réalisé sur votre demande est déduite du montant de la redevance à payer
- une nouvelle redevance n'est pas due, si une redevance a été payée au titre du terrain d'assiette (loi du 1er août 2003).



DE L'URBANISME

### Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

#### 1. Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis:

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (http://www.service-public.fr).

 Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

Attention : les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

• Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages,...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

• Le formulaire de permis de démolir doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé.

Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire ainsi que celui de la déclaration préalable permettent également de demander l'autorisation de démolir.

• Le formulaire de déclaration préalable doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis.

Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

#### 2. Informations utiles

#### Qui peut déposer une demande ?

Vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

#### • Recours à l'architecte :

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction et pour présenter votre demande de permis de construire. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m²;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m²;
- une construction à usage agricole dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m²;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE). Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

#### 3. Modalités pratiques

#### •Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (http://www.service-public.fr). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

<u>Attention</u>: votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

#### Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

<u>Attention</u>: des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

<u>Attention</u>: certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

#### Où déposer la demande ou la déclaration?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

#### • Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

<u>Attention</u>: dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public,...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

#### 4. Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<a href="http://www.service-public.fr">http://www.service-public.fr</a>).

<u>Rappel</u>: vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement, ...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (<u>www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr</u>)







# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

### DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

PA 1 - Plan de situation

Document élaboré en juin 2019











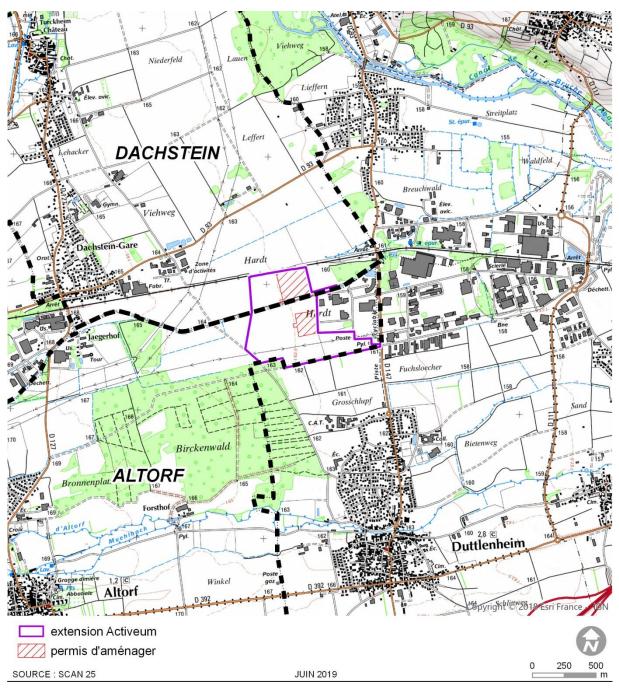
#### Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

#### www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICAT	ION	APPROI		N° AFFAIRE :	13146	Page :	2/4
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ	L.D					2/4
cha										

### 1. Localisation du site de projet

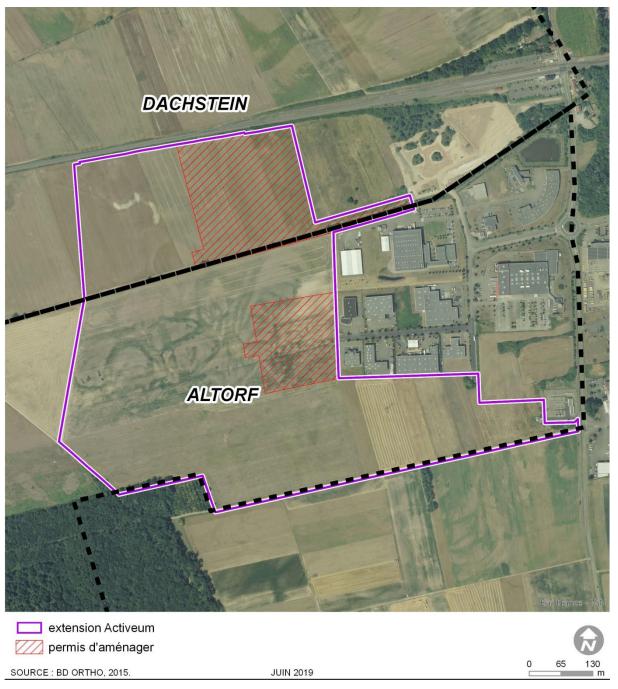


Localisation de l'emprise du lotissement – source fond IGN

Le site de projet de lotissement à vocation d'activités correspond à l'extension de la zone d'activités existante « Activeum » sur une emprise de 9,5 hectares environ.

Le présent permis d'aménager concerne uniquement l'extension sur le ban communal de Dachstein.

Il s'agit d'un aménagement sur une superficie de 6,5 ha pour un projet industriel.



Extrait de la photographie aérienne et localisation de l'emprise du projet











# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

## DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

PA 2 – Notice explicative

Document élaboré en juin 2019









#### Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

#### www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICATION		APPROBATION		N° AFFAIRE :	12146	Dogo :	2/16
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ	L.D		N AFFAIRE.	13140	Page :	2/10
							URBA			
cha										

#### 1. Présentation du contexte du projet

#### 1.1. LE PORTEUR DE PROJET

#### Communauté de communes de la Région de Molsheim-Mutzig

 $\bowtie$ 

2 route Ecospace 67120 MOLSHEIM

**A** 

(03) 88 49 82 58

(a)

dbernhart@cc-molsheim-mutzig.fr

représentée par

M. Gilbert ROTH, Président de la communauté de communes

Contact

M. Dominique BERNHART, Directeur Général des Services

## 1.2. LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE MOLSHEIM-MUTZIG

La Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig (CCRMM), dont le siège est implanté à Molsheim, regroupe, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, 18 communes de la basse vallée de la Bruche et de la vallée de la Mossig.

Créée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997, la CCRMM regroupait initialement 10 communes (Altorf, Dachstein, Dinsheim-sur-Bruche, Dorlisheim, Ergersheim, Ernolsheim-Bruche, Gresswiller, Molsheim, Mutzig et Soultz-les-Bains) autour et avec Molsheim.

En 2002 et 2003, le périmètre de la CCRMM a été étendu avec l'adhésion de 4 communes supplémentaires : Avolsheim, Duppigheim, Duttlenheim et Wolxheim.

Dans le cadre de l'achèvement de la carte de l'intercommunalité imposant à toutes les communes de faire partie d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) concernant au minimum 5 000 habitants, les communes de Still (au 1<sup>er</sup> mai 2012), Heiligenberg, Niederhaslach et Oberhaslach (au 1<sup>er</sup> janvier 2014) ont rejoint la CCRMM.

**OTE** INGÉNIERIE

#### PERMIS D'AMENAGER POUR L'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

#### PRESENTATION DU CONTEXTE DU PROJET



Figure n°1 : Périmètre de la Communauté de Communes de la Région Molsheim-Mutzig – Source : www.cc-molsheim-mutzig.fr

Les communes-membres ont confié à la CCRMM les compétences suivantes :

- Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur.
- Actions de **développement économique**: Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire Promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme.
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).
- Aménagement, entretien, et gestion des aires d'accueil des gens du voyage.
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.
- Entretien, gestion et réalisation des travaux d'aménagement, de réhabilitation et d'extension des piscines.
- Participation financière à la gestion d'une épicerie sociale.
- Création et gestion d'un relais d'assistantes maternelles.
- Participation financière à la Mission Locale du bassin d'emploi Molsheim-Schirmeck.
- Création et gestion de maisons de services au public.
- Assainissement: Etude, construction, entretien, exploitation et gestion des équipements de traitement, d'épuration et de transport des eaux usées et pluviales Contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- **Eau**: Réalisation, étude, amélioration, rénovation, extension, contrôle, entretien et exploitation des équipements publics de production, de transport, et de distribution d'eau potable, incluant la gestion des abonnées et l'assistance administrative.
- Création, aménagement et entretien des liaisons cyclables.

#### PERMIS D'AMENAGER POUR L'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

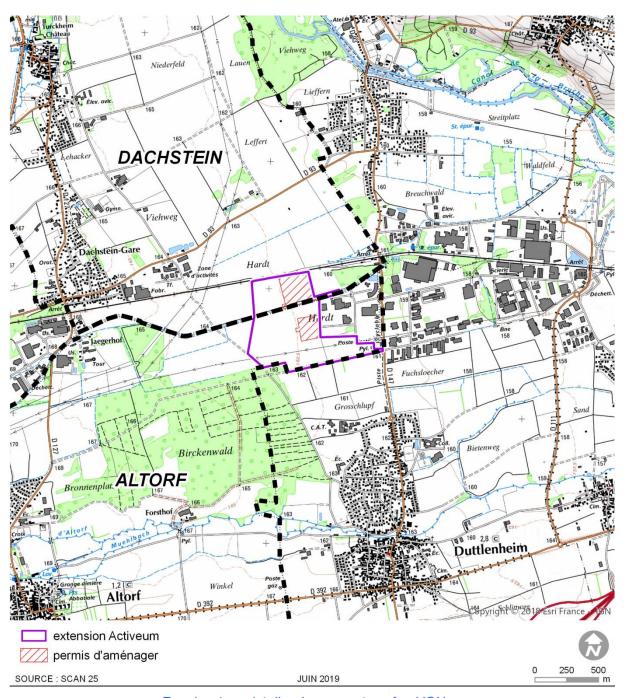
PRESENTATION DU CONTEXTE DU PROJET

- Installation, gestion et entretien de bornes de recharges pour véhicules électriques.
- Création et gestion d'une banque de matériel intercommunale.
- Elaboration, gestion et exploitation d'un Système d'Information Géographique intercommunal.
- Organisation de services de transports à la demande par délégation du Conseil Départemental du Bas-Rhin.
- Aménagement numérique du territoire : participation financière aux infrastructures et réseaux de télécommunication à très haut débit.
- Participation financière à la mise en œuvre d'actions et moyens incitatifs en faveur de l'emploi ainsi qu'en faveur de l'implantation, de l'accueil et du maintien des entreprises.
- En matière touristique: Création, mise en place de circuits touristiques intercommunaux et entre tien de la signalétique - Instauration et gestion de la taxe de séjour sur le territoire - Acquisition, développement et gestion du site du Fort de Mutzig – Création, gestion et entretien d'aires de camping-cars.
- Actions de communication destinées à renforcer l'image de la communauté de communes.
- Habilitation à conventionner dans le cadre de ses compétences avec des communes non membres.

**OTE INGÉNIERIE** 5/16

## 2. Etat initial du site et de son environnement

## 2.1. SITUATION DU PROJET



Emprise du projet d'aménagement sur fond IGN

#### PERMIS D'AMENAGER POUR L'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Situé au cœur du département du Bas-Rhin, le projet d'extension de la zone d'activités Activeum est porté par la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig.

Le site de projet se situe environ à 20 km au Sud-Ouest de Strasbourg, à moins de 5 km de Molsheim et à environ 15 km au Nord d'Obernai.

Il se localise sur le ban communal de Dachstein au Nord de la zone d'extension, en prolongement de la rue Blériot, représentant environ 6,5 hectares.

Plus précisément, le site est desservi par la RD 147 (axe Duttlenheim-Ernolsheim-sur-Bruche).

Le site de projet présente une topographie plane.

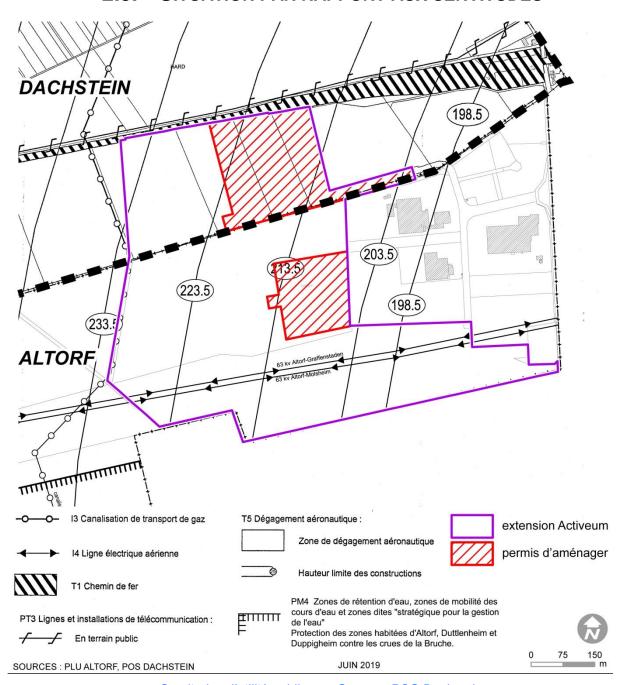
## 2.2. SITUATION PAR RAPPORT AU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le PLU de Dachstein est cours d'élaboration.

A ce jour, la commune ne dispose pas de document d'urbanisme et est soumise au RNU.

Le futur PLU de Dachstein prendra en compte les éléments du présent permis d'aménager.

### 2.3. SITUATION PAR RAPPORT AUX SERVITUDES



Servitudes d'utilité publique - Source : POS Dachstein

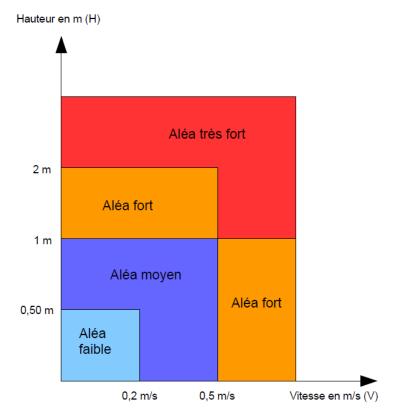
La zone de projet n'est pas concernée par des servitudes d'utilité publique.

### 2.4. SITUATION PAR RAPPORT AU CARACTERE INONDABLE

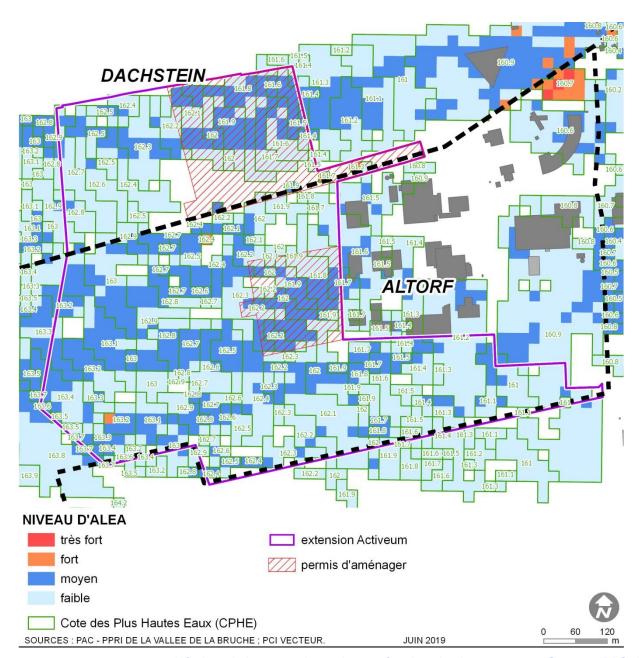
Le bassin versant de la Bruche fait l'objet de l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) prescrit le 28 juin 2011. Le dit PPRI ne sera opposable qu'à compter de son approbation et vaudra alors servitude d'utilité publique.

Dans l'attente de cette approbation, un Porter à Connaissance (PAC) a été envoyé aux communes concernées par le risque inondation généré par les crues de la Bruche, le 07 juillet 2016 par la préfecture. Le document, accompagné de cartes, permet de définir les aléas considérés à ce jour et les dispositions d'urbanisme relatifs à ces aléas.

Un aléa est déterminé par le croisement entre les valeurs maximales de hauteur et de vitesse de la submersion.



Détermination des aléas pour le risque inondation

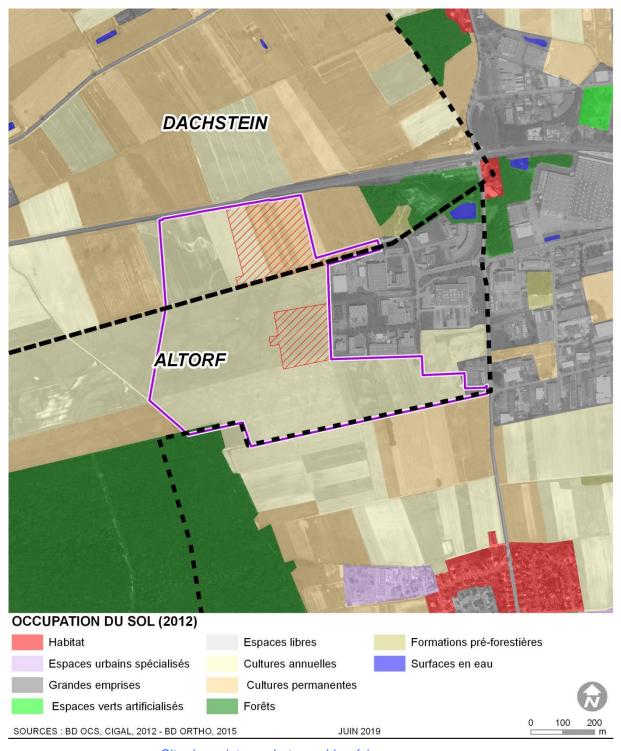


Aléa inondation par submersion et côte des plus hautes eaux – Source : PAC de l'Etat dans le cadre de l'élaboration du PPRI de la Bruche

On constate à aléa faible à moyen sur la quasi-totalité des zones de projet. La côte des plus hautes eaux la plus élevée est de 162,1.

La voirie a été rehaussée en conséquence et les niveaux de rez-de-chaussée des constructions à créer devront respecter cette cote avec une rehausse minimale de 0,40 m.

## 2.5. CONSTRUCTION ET VEGETATION EXISTANTES



Site de projet sur photographie aérienne

Aucune construction n'existe sur le site de projet.

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le site est actuellement occupé par des cultures annuelles, essentiellement céréalières ou permanentes.

Aucune espèce d'arbres ou d'arbustes n'est présente sur le site.

## 2.6. ACCESSIBILITE ET DESSERTE DU SITE

Le site de projet sera desservi par la rue Blériot qui est une des rues principales de la zone d'activités existante d'Activeum.

## 3. Parti d'aménagement retenu

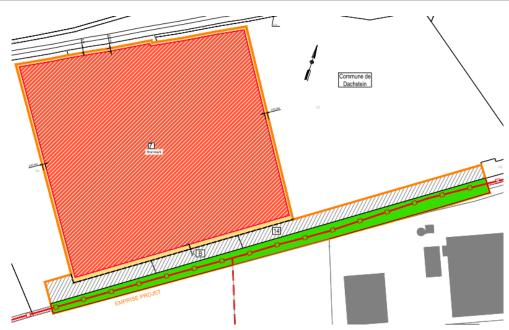


Schéma d'aménagement projeté

## 3.1. L'ARTICULATION AVEC LE RESEAU VIAIRE EXISTANT

La voie créée est un prolongement direct de la rue Blériot.

Cette voie est existante et déjà aménagée. Elle se terminera, dans l'attente de l'ouverture d'une phase ultérieure d'aménagement, par une place de retournement permettant la circulation aisée de tous les véhicules.

## 3.2. L'ARTICULATION AVEC LA STRUCTURE URBAINE PROCHE

La vocation de la zone d'activités étant similaire ainsi que le règlement de lotissement qui s'y rattache, la structure urbaine future s'inscrira dans la continuité des constructions existantes, tant en formes, qu'en aspect ou volumes.

### 3.3. LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales est prévue en respect de l'arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'eau qui avait été délivré lors de la création de la zone d'activités « Activéum ».

Elles font l'objet d'une collecte dans un réseau séparatif pour les voiries et pour les parcelles privatives.

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

Les eaux pluviales issues des parcelles privatives font l'objet d'une limitation de débit avant rejet dans le réseau séparatif public mis en place sous la voirie en conduite de 1200 mm de diamètre qui se raccorde sur le réseau existant au niveau de l'actuelle extrémité de la rue Blériot.

#### 3.4. LE TRAITEMENT PAYSAGER

Les aménagements prévus sur l'espace public consistent en la mise en place de bandes enherbées en-dehors des accès aux parcelles de 2 mètres de large. Pour la zone située sur le ban communal de Dachstein, le long de la voirie à créer, une bande en espace vert est créée et intègre le fossé existant.

### 3.5. LE CONTEXTE PARCELLAIRE

Le découpage parcellaire est prévu de part et d'autre de la prolongation de la rue existante ou en continuité

La vocation de la zone est de permettre le développement d'activités notamment industrielles ou nécessitant des emprises déjà importantes et non des « petits lots ».

## 3.6. PRISE EN COMPTE DES PAYSAGES ET CONSTRUCTIONS AVOISINANTS

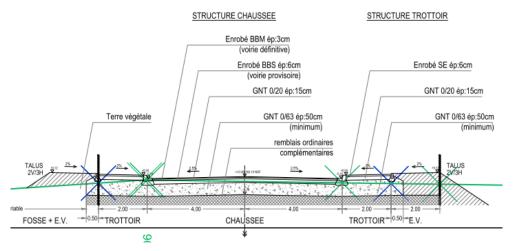
Le règlement du lotissement met en place des exigences en termes de plantations et de traitement des aspects non bâtis mais également des aspects extérieurs des futures constructions.

En outre, le règlement du lotissement étant similaire à celui qui s'est appliqué pour les constructions voisines, la cohérence sera assurée.

## 3.7. TRAITEMENT DES VOIES ET ESPACES PUBLICS

La largeur de la voirie à créer est de 14 mètres. Sa structure est prévue de la manière suivante :

- Une bande enherbée de deux mètres de large, d'un côté uniquement, en limite de lots permettant de gérer l'interface entre espace privé et espace public ;
- Une chaussée en enrobé permettant la circulation à double sens de tous les types de véhicules, de 8 mètres de largeur ;
- La circulation des cyclistes est possible sur la chaussée ou sur un des deux trottoirs dont la largeur est suffisante pour que les circulations douces soient en espace partagé avec les piétons ;
- Un trottoir de 2 mètres de large, de part et d'autre de la chaussée.



Profil des voiries envisagées - document sans échelle

#### 3.8. Organisation du stationnement

Le stationnement est prévu sur les parcelles privatives, l'aménagement de l'espace public ne prévoit aucune place de stationnement.

OTE INGÉNIERIE 15/16

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

PARTI D'AMENAGEMENT RETENU

# 3.9. ORGANISATION ET AMENAGEMENT DES ACCES AU PROJET

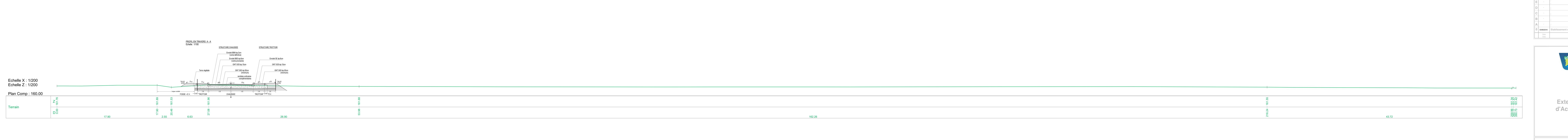
La desserte de la zone de projet est prévue soit par la rue Blériot, rue intégrée à la zone d'activités Activéum existante et desservie par la RD 147.

# 3.10. EQUIPEMENTS A USAGE COLLECTIF SUR LE SITE DE PROJET

A l'exception de la voie et de la place de retournement qui sont des espaces de circulation et de desserte des lots, aucun équipement public à usage collectif ne sera créé sur le lotissement.



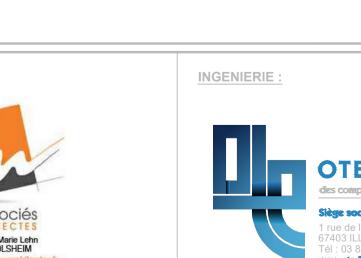














COUPES SUR VOIRIE





# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

## DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

PA 6 et 7 – Vues et photographies Document élaboré en juin 2019











## Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICAT	ION	APPROBATION			12116	Dogo :	2/6	
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ	LD		N° AFFAIRE :	13140	Page :	2/6	
							URBA				
cha											

## 1. Localisation des prises de vues



Localisation des prises de vues pour le site de projet

## 2. Vues proches du site



Photo n°1 : Vue vers la rue Blériot



Photo n°2 : Vue depuis le Sud de la zone

## 3. Vues éloignées du site



Photo n°3: Vue depuis l'Ouest de la zone



Photo n°4 : Vue depuis le Sud-Ouest de la zone

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

## VUES ELOIGNEES DU SITE



Photo n°5 : Vue sur la zone d'activités « Activeum » depuis la RD 93





# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A ALTORF ET DACHSTEIN

## DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

PA 8 – Programme et plans des travaux

Document élaboré en juin 2019











## Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICAT	ION	APPROBATION		N° AFFAIRE :	12146	Dogo:	2/6	
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Nicolas BORNERT	NB	LD		IN AFFAIRE:	13146	Page :	2/0	
							URBA/VRD				
cha											

## 1. Généralités

Le présent document fait partie du dossier de demande de permis d'aménager concernant une extension d'aménagement de la Zone d'Activité « Activeum » à Dachstein.

L'aménageur s'engage à exécuter les travaux décrits ci-après et représentés sur les plans ci-joints.

## 2. Voirie

La voirie est composée de prolongement de voie déjà existante (rue Blériot qui se termine en impasse).

La voie, prolongement de la rue Blériot, d'une largeur totale de 14,00 m, est constituée :

- d'une chaussée de circulation de largeur 8.00 m,
- d'un trottoir de largeur 2,00 m, de part et d'autre de la chaussée, ayant les mêmes caractéristiques physiques et techniques que la voie.
- d'un espace vert de largeur 2.00 m, implanté entre le trottoir et la limite parcellaire du côté Nord.
- l'extrémité de la voie est aménagée avec une placette de retournement, de dimensions 28 x 28 m, ayant les mêmes caractéristiques physiques et techniques que la voie.

Cette voie longe un espace vert existant qui contient un fossé et qui sera conservé dans l'aménagement de cette extension.

Les normes relatives au déplacement des personnes handicapées seront respectées.

La circulation à l'intérieur de la zone d'activité est en double sens.

Les éléments composant la voie sont délimités par des bordures, caniveaux et files d'eau en béton. Les eaux pluviales des voiries sont collectées en surface par l'intermédiaire de caniveaux et de files d'eau pavés et dirigées vers les bouches d'égout.

Les structures de chaussées prévues sont les suivantes :

- couche de roulement en BBS 0/10 épaisseur 6 cm
- couche d'accrochage au bitume
- couche de base en GBE 0/14 épaisseur 12 cm
- couche de fondation en GNT 0/20 de type B2/C1 épaisseur 12 cm
- couche de forme en GNT 0/63 de type A épaisseur 50 cm
- géotextile anticontaminant de classe 4

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

PROGRAMME ET PLANS DES TRAVAUX

#### Pour le trottoir :

- couche de surface en BBS 0/10 épaisseur 6 cm
- couche de fondation en GNT 0/20 de type B2/C1 épaisseur 15 cm
- couche de forme en GNT 0/63 de type A épaisseur 60 cm
- géotextile anticontaminant de classe 4

### 3. Assainissement

Le réseau d'assainissement, existant dans la première tranche de la ZA, est du type séparatif et sera prolongé dans la voie. Cette extension s'inscrit dans un dossier au titre de la loi sur l'eau, sur l'emprise complète de la ZA, établi lors sa création.

### 3.1. RESEAUX DES EAUX USEES

Pose d'un réseau d'assainissement en fonte reprenant les eaux usées des parcelles. Ce réseau sera raccordé sur l'existant dans la ZA.

Un regard de branchement équipé d'une cunette en béton soigneusement lissé et permettant un accès pour la visite du réseau sera implanté à environ 2 mètres à l'intérieur de chaque parcelle.

Les futurs acquéreurs brancheront les équipements de collecte sur ce regard conformément aux dispositions et règlement d'assainissement en vigueur.

## 3.2. RESEAUX DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales provenant des chaussées sont recueillies au moyen de bouches d'égout siphonnées équipées de grilles en fonte.

Chaque parcelle est équipée d'un regard de branchement raccordé sur le réseau. Les futurs acquéreurs brancheront les équipements de collecte sur ce regard. Il est implanté à 2 mètres à l'intérieur du lot à desservir. Les futurs acquéreurs auront à leur charge, la gestion des eaux pluviales de manière à ne rejeter qu'un débit limité à 15 l/s/ha et de dimensionner la rétention pour une pluie de retour de 10 ans.

Pose d'un réseau en PVC classe CR 8 pour les conduites de DN < 400 mm et en béton armé pour les conduites de DN  $\geq$  400 mm reprenant les eaux pluviales des parcelles et des voiries.

## 4. Alimentation en eau potable

Pose d'un réseau d'alimentation en eau potable en PEHD au droit de la voirie. Le raccordement en eau potable se fait sur la conduite existante dans la première tranche.

Une conduite de branchement sera amenée vers chaque parcelle jusqu'en limite de propriété.

Les poteaux d'incendie sont implantés conformément à la réglementation en vigueur.

Les besoins généraux de la zone ont été définis en fonction de sa dominante : « secteur artisanal regroupant des activités diverses »

- densité d'implantation des points d'eau : 1 au minimum par carré de 2ha,
- distance linéaire maximale entre 2 points d'eau consécutifs : 150 m,
- débit minimum de chaque point d'eau : 60 m³/h
- distance maximale entre un point d'eau et l'accès au bâtiment le plus défavorisé : 100 m
- simultanéité des débits : en tout point et compte-tenu des distances fixées ci-dessus, 120 m³/h répartis sur 2 points d'eau

## 5. Eclairage public

L'éclairage extérieur sera assuré par un réseau de point lumineux implantés à intervalle régulier et les câbles d'alimentation électrique sont enterrés. Ce réseau est raccordé à celui existant dans la ZA.

Le calcul d'éclairement tient compte de la largeur de la voirie et du niveau d'éclairement attendu, priorité étant donnée à la qualité d'éclairement et non la puissance installée.

## 6. Desserte téléphonique

Un réseau souterrain est mis en place pour desservir tous les lots. Un regard de branchement commun avec la desserte vidéophonique est installé à l'intérieur de chaque parcelle.

Chaque propriétaire aura à mettre en place à ses frais, le tronçon de gaine et le câblage entre le regard de branchement et la construction.

## 7. Desserte vidéophonique

Un réseau souterrain est mis en place pour desservir tous les lots. Un regard de branchement commun avec la desserte téléphonique est installé à l'intérieur de chaque parcelle.

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

PROGRAMME ET PLANS DES TRAVAUX

Chaque propriétaire aura à mettre en place à ses frais, le tronçon de gaine et le câblage entre le regard de branchement et la construction.

## 8. Réseau gaz

L'infrastructure pour les réseaux gaz est réalisée depuis la limite de la zone. Elle est raccordée au réseau existant dans la ZA.

Un coffret de branchement sera posé en limite de propriété de chaque parcelle. Chaque propriétaire aura à mettre en place à ses frais, le tronçon de gaine entre le coffret de branchement et la construction.

## 9. Electrification

L'électrification du lotissement sera réalisée par Electricité de France et comprendra la fourniture et mise en place du réseau Basse Tension posé en tranchée dans le prolongement du réseau existant.

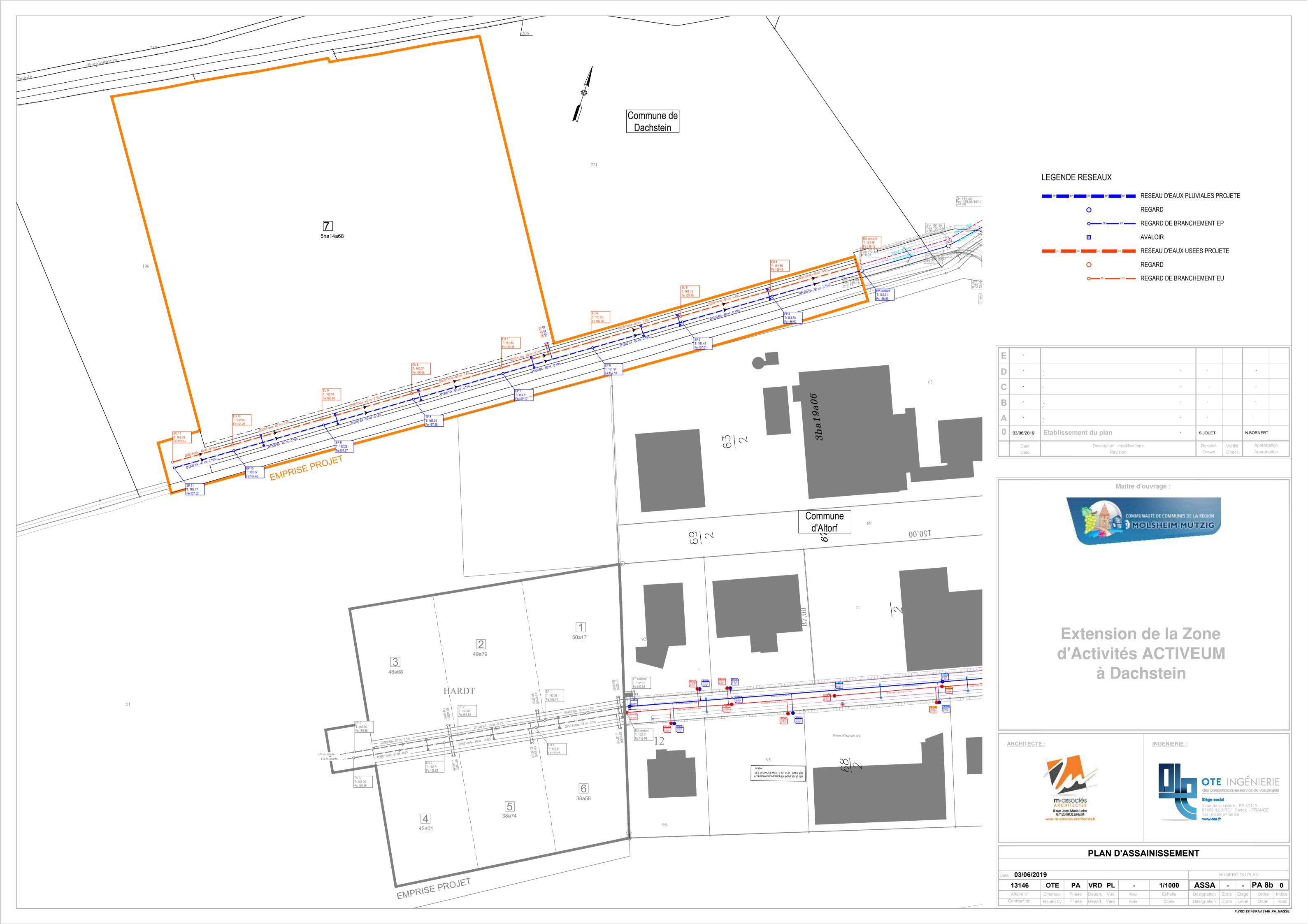
Un coffret de branchement est placé en limite de chaque parcelle.

Chaque propriétaire aura à mettre en place à ses frais, le tronçon de gaine et le câblage entre le coffret de branchement et la construction.

## 10. Liste des plans techniques

- Plan de voirie
- Plan du réseau d'assainissement
- Plan du réseau d'alimentation en eau potable
- Plan du réseau gaz
- Plan du réseau d'éclairage public
- Plan du réseau d'électrification
- Plan du réseau France Télécom
- Plan du réseau vidéo























# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

## DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

PA 10 – Règlement du lotissement Document élaboré en juin 2019











#### Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

#### www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICAT	TION	APPRO		N° AFFAIRE :	13146	Page :	2/10
0	03/06/2016	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ.	LD					2/10
							URBA			
cha										

Le développement de cette zone doit viser à :

- préférentiellement l'implantation de PME/PMI ayant un lien avec les entreprises « motrices » du développement industriel du territoire ;
- renforcer l'image d'excellence industrielle du territoire ;
- prendre en compte l'aléa inondation.

#### Section I - Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

## 1.1. ARTICLE 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

- lorsqu'elles ne satisfont pas aux conditions d'urbanisation fixées à l'article 2 cidessous ou au document « orientations d'aménagement et de programmation »;
- et dans tous les cas les occupations et utilisations du sol suivantes, à l'exception de celles mentionnées à l'article 2 et respectant les diverses conditions qui y sont fixées :
  - les constructions destinées à l'habitation ou à l'exploitation agricole ou forestière;
  - les habitations légères de loisir ;
  - les abris à animaux ;
  - les installations et ouvrages suivants qu'elle que soit leur dimension et la durée de l'occupation ou de l'utilisation du terrain :
    - les parcs d'attractions ;
    - les garages collectifs de caravanes ;
    - le stationnement de caravanes et de mobil homes quel que soit le nombre et la durée;
    - l'aménagement des terrains de camping et de caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs;
    - les exhaussements et affouillements du sol qui ne sont pas liés à une occupation ou utilisation du sol admise ou soumise à des conditions particulières ou nécessaires aux fouilles archéologiques;
    - les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux et de déchets, de véhicules hors d'usage ainsi que le stockage de matières dangereuses incompatibles avec la proximité des zones d'habitat ou le milieu environnant;
    - les étangs, les carrières.

OTE INGÉNIERIE 3/10

## 1.2. ARTICLE 2 – OCCUPATION ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Occupations et utilisations non soumises aux conditions d'urbanisation de la zone :

- les installations et constructions de faible superficie nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, notamment les postes de transformation électrique;
- les voiries publiques et les réseaux d'intérêt général ainsi que les constructions et installations nécessaires à leur exploitation ne sont pas soumis aux conditions d'urbanisation de la zone lorsqu'ils ne remettent pas en couse l'aménagement cohérent de la zone ;
- les travaux et aménagement nécessaires à la protection des zones habitées contre les crues du Bras d'Altorf.

Conditions de l'urbanisation et sous réserve de s'inscrire dans les orientations d'aménagement :

- I'urbanisation de la zone ne peut être réalisée que dans le cadre ou après réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble ;
- chaque opération doit porter sur un terrain d'une superficie minimale de 5 hectares. Lorsqu'un reliquat de telles opérations a une superficie inférieure au minimum exigé, il pourra être urbanisé à condition de faire l'objet d'une seule opération couvrant la totalité des terrains de ce reliquat. En cas de reliquats multiples, chacun est traité de la même manière en application de la règle indiquée ci-dessus.
- la réalisation de l'opération doit être compatible avec le développement ultérieur de l'urbanisation de la zone.

Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions spéciales sous réserve de respecter également les conditions d'urbanisation définies ci-dessus et les orientations d'aménagement :

- les constructions autorisées devront prendre en compte le caractère inondable de la zone en respectant les dispositions suivantes :
  - · absence de sous-sol ;
  - mise hors d'eau de la construction ;
- les logements de fonction ou de gardiennage de l'activité, dans la limite d'un logement par activité implantée dans la zone et aux conditions suivantes :
  - que le logement fasse partie intégrante du bâtiment d'activités, sauf si des mesures de sécurité l'interdisent;
  - que la surface de plancher du logement représente au plus 25% de la surface totale, et soit limitée à 200 m².
- les équipements publics ou d'intérêt collectif.

## Section II – Conditions de l'occupation et de l'utilisation du sol

#### 1.3. ARTICLE 3 - ACCES ET VOIRIE

#### 1.3.1. Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voirie publique ou privée qui permette de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la protection civile, de la lutte contre l'incendie et répondre à l'importance et à la destination des constructions.

#### 1.3.2. Voirie

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient desservis par des voies publiques ou privées, dans des conditions répondant aux exigences de sécurité et à l'importance et à la destination des constructions et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie du service d'enlèvement des ordures ménagères et des autres services techniques.

Les voies nouvelles ouvertes à la circulation publique doivent avoir une largeur d'emprise minimale de 6 mètres.

Les voies en impasse doivent être aménagées afin de permettre à tout véhicule de faire aisément demi-tour (notamment aux poids lourds et semi-remorques).

Sur les parcelles, aucune voie privée ouverte à la circulation automobile ne doit avoir une largeur utile à la circulation inférieure aux dimensions suivantes :

Sens unique : 3,00 mètresDouble sens : 5,50 mètres

#### 1.4. ARTICLE 4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

#### 1.4.1. Alimentation en eau potable

Toute construction ou installation qui requiert une alimentation en eau potable doit l'être par branchement au réseau public de distribution.

L'alimentation en eau potable est assurée par la conduite de distribution existante dans la voie publique, à l'exception des besoins liés au refroidissement.

#### PERMIS D'AMENAGER POUR L'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

REGLEMENT DU LOTISSEMENT

Les eaux de refroidissement pourront être pompées directement dans la nappe sous réserve de l'application stricte des prescriptions formulées par les services administratifs et techniques compétents, ainsi que le règlement sanitaire départemental.

#### 1.4.2. Assainissement

Le traitement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales seront conformes à la réglementation en vigueur.

Le réseau situé dans la voie publique, comprend une canalisation d'eaux pluviales et une canalisation d'eaux usées.

Tout usager, locataire ou propriétaire d'une parcelle est tenu d'évacuer toutes les eaux usées (à l'exception des eaux industrielles et de refroidissement), vannes ou pluviales par ces deux réseaux. Le coût des branchements correspondants est à leur charge.

Les usagers devront prendre, à leurs frais, toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales de leur terrain ne s'évacuent par sur la ou les parcelles voisines ou sur la voie publique.

L'évacuation des eaux pluviales de parking dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à leur passage dans un décanteur, un séparateur d'hydrocarbures et des bouches d'égout siphoïdes.

Les eaux usées industrielles sont soumises à un pré-traitement avant d'être rejetées dans le réseau public conformément au règlement sanitaire départemental.

Le débit de fuite autorisé est limité à 15l/s/ha pour se raccorder au réseau d'eau pluviale.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux de drainage ne sont pas admises dans les réseaux d'assainissement public.

#### a) EAUX USEES DOMESTIQUES

Toute construction ou installation doit évacuer ses eaux usées par branchement au réseau public d'assainissement recueillant les eaux usées.

#### b) EAUX USEES NON DOMESTIQUES OU INDUSTRIELLES

Les eaux usées non domestiques ou industrielles ne peuvent être rejetées dans le réseau public d'assainissement recueillant les eaux usées sans autorisation laquelle peut être subordonnée à certaines conditions, notamment à un prétraitement agréé, conformément aux réglementations en vigueur.

#### c) EAUX PLUVIALES

Conformément au règlement général d'assainissement, des dispositifs de gestion des eaux pluviales sont obligatoires avec ou sans raccordement au réseau public.

#### 1.4.3. Electricité, téléphone, télédiffusion

Les branchements aériens sont interdits.

#### 1.5. ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non règlementé.

## 1.6. ARTICLE 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

#### 1.6.1. Modalités d'application de la règle

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques et aux voies ouvertes à la circulation générale, que ces voix soit de statut public au privé.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'enveloppe extérieure d'un lotissement ou d'une opération réalisée en permis groupés mais lot par lot.

#### 1.6.2. Dispositions générales

Les nouvelles constructions et installations doivent être implantées à une distance minimum de 5 mètres des voies existantes, à modifier ou à créer.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à implanter sur des terrains situés en retrait de la voie et qui n'ont qu'un accès sur cette voie ni aux constructions édifiés à l'arrière de bâtiment existant.

#### 1.6.3. Dispositions particulières aux cours d'eau

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 6 mètres de la limite des berges des cours d'eau et fossés.

#### 1.6.4. Dispositions particulières

Les postes de transformation électrique peuvent être implantés au retrait de l'alignement des voies et places publiques existantes, à modifier ou à créer, à une distance minimale de 1 mètre.

## 1.7. ARTICLE 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à l'enveloppe extérieure d'un lotissement ou d'une opération réalisée en permis groupés mais lot par lot.

#### 1.7.1. Dispositions générales

Les constructions nouvelles doivent être implantées de telle manière que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite parcellaire, doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude ente ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

#### 1.7.2. Dispositions particulières

Les postes de transformation électrique peuvent être implantés à une distance des limites séparatives comprise entre 0 et 0,80 mètres.

## 1.8. ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Une distance minimale de 4 mètres est imposée entre deux constructions non contiguës.

#### 1.9. ARTICLE 9 - EMPRISE AU SOL

Non règlementé.

#### 1.10. ARTICLE 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé.

#### 1.11. ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR

L'autorisation de construire peut être refusée ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à m'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

#### 1.11.1. Niveau des constructions

Le rez-de-chaussée des constructions à implanter devra se placer au niveau de la cote de crue (NGF 69) définie par le porter à connaissance du risque d'inondation (cf notice de présentation du présent permis d'aménager), avec une rehausse de 0,40m minimum. Aucun niveau ne pourra être créé sous cette altimétrie.

#### 1.11.2. Clôtures

En limite Nord de zone sur le ban communal de Dachstein (à proximité de la voie ferrée), les clôtures seront obligatoirement constituées d'un mur bahut dont la hauteur est comprise entre 15 et 25 cm.

Sur les autres limites, les murs pleins sont interdits.

#### 1.11.3. Façade

L'emploi à nu d'un parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit.

#### 1.11.4. Toiture

Les toitures à pente (plus de 5%) doivent être de couleur rouge naturel ou nuancé, rappelant la couleur des tuiles alsaciennes traditionnelles.

#### 1.11.5. Couleurs

En-dehors des éléments de signalétique et de menuiseries, la coloration de chaque bâtiment ou ensemble de constructions contigües sera limitée à trois teintes principales.

Les constructions d'habitation, non intégrées aux bâtiments d'activité, admises et les annexes doivent avoir un aspect qui s'harmonise par la couleur à celui des constructions principales.

#### 1.11.6. Enseignes

Les enseignes doivent faire corps avec le bâtiment. Elles doivent être accolées aux plans de façades ou posées contre le mur plein de la clôture au niveau de l'accès à la parcelle, ou installées sur un socle à l'entrée de la parcelle.

#### 1.12. ARTICLE 12 - STATIONNEMENT

#### 1.12.1. Dispositions générales

Toute occupation ou utilisation du sol doit comporter des places de stationnement situées hors du domaine public, directement accessibles et correspondant aux besoins qu'elle entraine; le nombre de places à réaliser est déterminé en tenant compte de leur nature, du taux et du rythme de fréquentation ainsi que les parkings publics existants à proximité.

#### Stationnement pour les 2 roues pour les immeubles d'habitation et de bureaux

La superficie à prendre en compte pour le stationnement d'un véhicule motorisé est de 12 m² minimum hors surfaces de dégagement. La desserte de chaque emplacement doit être assurée par un accès suffisant.

#### 1.12.2. Normes de stationnement

Pour les constructions à destination de bureaux, commerce, activités artisanales ou industrielle, il est exigé 1 place de stationnement par tranche entamée de 80 m² de surface de plancher.

#### Stationnement pour les 2 roues pour les immeubles d'habitation et de bureaux

Doivent être prévus des emplacements aisément accessibles dont le nombre sera calibré en fonction de la nature et de l'importance du projet.

#### 1.13. ARTICLE 13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Les espaces libres de toute construction devront être aménagés et entretenus. 30% des espaces libres seront aménagés en espaces perméables aux eaux pluviales.

#### Section III - Possibilités maximales d'occupation du sol

#### 1.14. ARTICLE 14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL (COS)

Non réglementé.







# EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN

### DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER



PA 12 – Engagement du lotisseur Document élaboré en juin 2019











#### Siège social

1 rue de la Lisière - BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex - FRANCE Tél : 03 88 67 55 55

#### www.ote.fr

	DATE	DESCRIPTION	REDACTION/VERIFICAT	ION	APPROBATION		N° AFFAIRE :	12146	Dogo :	2/2
0	03/06/2019	Dossier de PA	OTE - Karine QUIGNARD	KaQ	LD		N AFFAIRE:	13146	Page :	2/3
							URBA			
cha										

### PERMIS D'AMENAGER POUR L'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ACTIVEUM A DACHSTEIN Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

ENGAGEMENT DU LOTISSEUR DE CONSTITUER UNE ASSOCIATION SYNDICALE DES ACQUEREURS DE LOTS

## Engagement du lotisseur de constituer une association syndicale des acquéreurs de lots

#### Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig

Je soussigné, M. Gilbert ROTH, agissant en tant que président de la Communauté de Communes de la Région de Molsheim-Mutzig, établissement public intercommunal dont le siège est établi à Molsheim, m'engage à constituer une association syndicale des acquéreurs de lots conformément à l'article R 442-7 du code de l'urbanisme.

Fait à , le